Réformes économiques et sociales : “Macron peut faire ce que la France n’a jamais réussi à faire”

09/08/2017 à 12h23

Isabelle Mateos y Lago, directrice générale du “BlackRock Institute”, le centre de recherche de la plus grosse société de gestion de fonds mondiale, juge les 100 premiers jours du président Emanuel Macron.

Isabelle Mateos y Lago a fait Sciences Po et l’ENA ; elle est inspectrice des Finances. Elle a débuté sa carrière au ministère de l’Economie avant de rejoindre le Fonds monétaire international, puis BlackRock en janvier 2015. Elle est basée à Londres. Chez BlackRock, elle conseille le vice-président Philip Hildebrand et les équipes sur les grandes orientations macro-économiques et leurs implications en matière d’investissements. Interview.

> *Outre la mise en place effective d’une vraie réforme du marché du travail, J’attends qu’il montre sa capacité à faire des coupes intelligentes et durables dans les dépenses publiques.*

[…]

Quels sont les points positifs à souligner dans ces 100 premiers jours ?

Le président et le gouvernement sont en contrôle de la situation. Dans ce début de quinquennat, il y a eu de mauvaises surprises : celle qui a conduit au départ du

gouvernement de François Bayrou, par exemple, ou les accrocs autour du budget de l'armée. Le président a su réagir et montrer qu'il contrôlait la situation, qu'il savait gérer les crises. C'est positif.

Car une question importante se pose : sera-t-il capable de mener la réforme du marché du travail sans mettre tout le monde dans la rue ? Pour l'instant les signes sont encourageants. Les débats parlementaires sur la loi d'habilitation à réformer par ordonnance se sont passés de façon constructive. Il a accepté des amendements et le texte a obtenu une vraie majorité, pas ric-rac. **Certes, en matière sociale, le diable est dans le détail de la rédaction des textes mais pour l'instant tout se passe paisiblement et sans à-coups.**

Si le président Macron et Edouard Philippe sont capables de faire sauter le blocage sur le marché du travail, ce sera un signal fort. Cela montrera que le jeu a changé et que la France est prête à accepter des réformes positives pour son économie.

Le deuxième test pour les économistes, les finances publiques, donne aussi une impression plutôt positive.

Il a décidé de tenir les 3% de déficits dès cette année. Il aurait pu repousser d'un an, les marchés financiers n'étaient pas inquiets compte tenu du niveau actuel des taux d'intérêt et de la politique de la Banque centrale européenne. L'autre option pouvait donc être défendue. **En revanche, il fallait qu'il donne un signe fort que la réduction des déficits se ferait à travers la baisse des dépenses publiques. C'est ce qu'il a fait en ouvrant le débat sur les APL.** Il montre qu'il peut faire ce que la France n'a jamais réussi à faire. Ça aussi, c'est très positif. La France reste hors norme par le poids de sa dépense publique dans le PIB. Le chemin à parcourir est long dans ce domaine. **Nous allons regarder de très près la programmation pluriannuelle qu'il propose.**